



07 décembre 2018

Australie : La consommation se modère

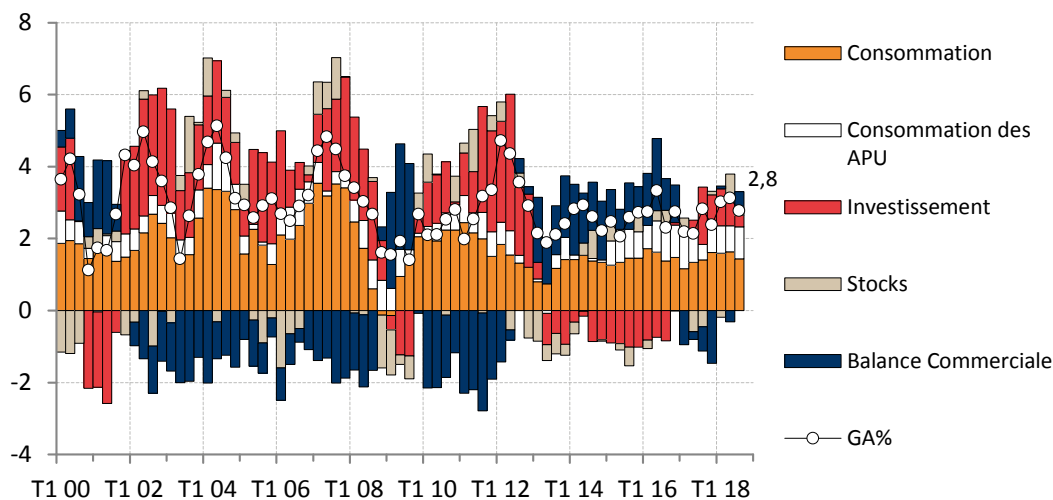
L'activité australienne surprend à la baisse au troisième trimestre. La consommation, principal moteur de l'économie, se modère alors que le bilan financier des ménages ne montre pas de signe d'amélioration. L'investissement ralentit également malgré le soutien d'importants investissements publics en infrastructure. Enfin, les dépenses publiques, en augmentation, apportent un soutien à l'économie. Sur l'année la croissance australienne ralentit donc pour atteindre 2,8 %.

Pour autant, l'économie australienne, qui enregistre une croissance positive depuis plus de vingt ans, demeure dynamique et devrait figurer, en 2018, parmi les pays développés affichant la plus forte croissance. Les faiblesses structurelles de l'Australie, sa forte dépendance commerciale à la Chine et aux matières premières ainsi que l'endettement élevé des ménages et son exposition au marché immobilier, demeurent toutefois des axes de faiblesse qui, s'ils venaient à se matérialiser, pourraient lourdement peser sur le dynamisme de l'économie australienne.

Produit Intérieur Brut

« La consommation, bien qu'en modération, demeure, avec les dépenses publiques, le principal moteur de la croissance »

Australie : Contribution à la croissance annuelle (volume, CVS)



Sources : ABS, Thomson Reuters, Covéa Finance
APU pour administrations publiques

Une croissance portée par la consommation privée et publique

« La consommation des ménages continue de soutenir la croissance mais ralentit au troisième trimestre »

➤ L'activité australienne a surpris à la baisse au troisième trimestre 2018 en affichant une progression trimestrielle de 0,3 %, portant ainsi la croissance annuelle à 2,8 %.

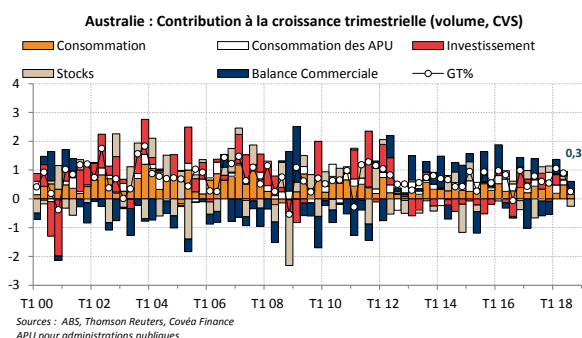
La consommation des ménages, principal moteur de l'économie, a faibli comme pouvait le laisser présager la moindre progression des ventes au détail au troisième trimestre. Après avoir progressé de 0,9 % le trimestre précédent, la consommation ralentit à 0,3% sur fond de modération des dépenses en biens durables. Bien que la consommation se maintienne, le ralentissement de la dynamique de la demande met en exergue le caractère préoccupant du bilan financier des ménages.

En effet, la situation des ménages australiens apparaît fragile et ne montre pas, depuis plusieurs trimestres, de signe d'amélioration. La dette des ménages australiens poursuit sa progression et représente plus de 190 % du revenu disponible, ce qui la place parmi les plus élevées au niveau mondial. Une large partie (75 %) de cette dette est constituée de dette hypothécaire et est donc exposée à un retournement du marché immobilier australien, actuellement en ralentissement. La capacité des ménages à se désendetter à court terme apparaît limitée alors que la progression des dépenses de consommation est supérieure à celle du revenu disponible et entraîne une diminution continue du taux d'épargne, qui atteint désormais son plus bas niveau depuis la crise de 2008 à 2,4 % du revenu disponible

Autre facteur de modération sur le trimestre, l'investissement privé recule de 0,8 %. Cette baisse est toutefois compensée par la forte hausse de l'investissement public, porté notamment par d'importants projets d'infrastructures. Au total l'investissement progresse faiblement pour le deuxième trimestre consécutif. Au-delà de l'investissement, la dépense publique, toujours tirée à la hausse par les dépenses liées au déploiement du régime d'assurance d'invalidité nationale, continue de soutenir l'économie.

Enfin, la balance commerciale affiche, en volume, une augmentation de son excédent sur le trimestre en raison d'une réduction des importations. Les exportations, principalement composées de matière premières, n'ont que faiblement progressé en raison d'une diminution des exportations de minerai de fer. La contribution du commerce à la croissance est toutefois compensée par la dynamique des stocks qui, bien qu'en augmentation, progressent moins que le trimestre précédent et grèvent ainsi la croissance trimestrielle.

Avec une croissance plus faible qu'anticipée au troisième trimestre, l'économie australienne affiche un acquis de croissance de 2,2 % sur l'année (croissance qui sera atteinte si l'économie stagne au prochain trimestre). La Banque Centrale Australienne, qui a récemment augmenté ses perspectives de croissance pour 2018 à 3,5 %, pourrait donc être amenée à revoir ses prévisions à la baisse. Pour autant, et malgré ce ralentissement, la croissance de l'économie australienne devrait se maintenir sur des niveaux relativement élevés par rapport à la moyenne des pays du G7.



Ce document est établi par Covéa Finance, société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro 97-007, constituée sous forme de société par actions simplifiée au capital de 7 114 644 euros, immatriculée au RCS Paris sous le numéro B 407 625 607, ayant son siège social au 8-12 rue Boissy d'Anglas 75008 Paris.

Ce document est produit à titre indicatif et ne peut être considéré comme une offre de vente ou un conseil en investissement. Il ne constitue pas la base d'un engagement de quelque nature que ce soit, ni une évaluation de stratégie ni aucune recommandation d'investissement dans des instruments financiers.

Il contient des opinions et analyses générales et non personnalisées conçues par Covéa Finance à partir de données chiffrées qu'elle considère comme fiables au jour de leur établissement en fonction du contexte économique, mais dont l'exactitude et la validité ne sont toutefois pas garanties.

Les opinions exprimées dans le document peuvent faire l'objet de modifications sans notification.

Covéa Finance ne saurait être tenue responsable de toute décision prise sur la base d'une information contenue dans ce document.

Ce document est la propriété intellectuelle de Covéa Finance. Toute Utilisation (définie ci-après), reproduction ou diffusion de tout ou partie du présent document devra faire l'objet d'une autorisation préalable de Covéa Finance.

Le destinataire du présent document a connaissance et accepte que les données chiffrées, permettant d'établir les opinions et analyses générales et non personnalisées, peuvent être soumises à l'acquisition de droits vis-à-vis de tiers.

Par conséquent, les données chiffrées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une quelconque Utilisation par le destinataire du document sans l'acquisition préalable des droits nécessaires directement auprès des tiers détenteurs de ces droits.

Par ailleurs, le destinataire du présent document a connaissance et accepte que Covéa Finance ne sera en rien responsable de toute utilisation faite desdites données chiffrées et assumera seul toutes les conséquences vis-à-vis des tiers détenteurs des droits associés à ces données.

L'« Utilisation » s'entend comme, et de manière non limitative, la manipulation de la donnée chiffrée, la distribution, la redistribution, l'intégration dans un système d'information ou dans des documents de tous types.